

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2678

25 octobre 2013

SOMMAIRE

Canepa Brazilian Equity Opportunities	128529	Linamar Financial Sàrl	128499
Electricité Eric S. S.à r.l.	128511	Logilux S.A.	128504
Fiduciaire Europe S.A.	128513	Loseti S.A.	128505
G.I.T.E.	128508	Lothard Strategies S.A.	128504
Icaria Invest S.à r.l.	128501	Lumine S.A.	128505
Ideology S.A.	128501	Lux-Billards, s.à r.l.	128505
Immo-Junglinster S.A.	128503	Luxembourg Management Services S.à r.l.	128499
Immo Mehlen Sàrl	128501	Luximotrust S.à r.l.	128506
Industrial Automation Process International S.à r.l.	128500	LuxStrategy S.A.	128498
Information Technology Masters International S.A.	128502	Luxury Brand Development S.A.	128506
Inmoprom Real Estate Investments S.A.	128500	Management Consulting & Services S.à r.l.	128510
Innova Intellectual Properties S.à r.l.	128502	Managinvest Ltd S.à r.l.	128507
Input Holdings Luxembourg	128502	Marina Capital S.A.	128506
Intervinum S.à r.l.	128502	Mascotte S.A.	128507
Invillabo S.A.	128500	MCT Berlin Drei S.A.	128510
IPSE Dixit Holding S.A.	128500	MCT Berlin Eins S.A.	128509
IPSE Dixit Holding S.A.	128503	MCT Berlin Zwei S.A.	128510
J. et H. Lamparski S.à r.l.	128501	Meng Famille S.à r.l.	128509
Jinkgo SPF	128501	M.E.T. S. à r.l.	128508
Khayam S.A.	128503	Millicom Africa International Finance S.à r.l. & Partners S.C.A.	128509
Kitano Holding S.A.	128503	Monlux Invest S.A. SPF	128544
Lakeview	128504	Mood Media Group S.A.	128505
Landmark Holding S.A.	128504	NH Finance S.A.	128507
La Petite Maison, Evermarkt Industries et Cantilevers Everbloc	128504	Orest Group S.à r.l.	128544
Laurbert & Sigfrid S.à r.l.	128499	Orion S.A.	128510
LDC Finance S.à r.l.	128507	Pacific Funds S.à r.l.	128519
Leonard Patrimoine S.A.	128499	PepsiCo Group	128508
Les Harmonies Economiques S.A.	128506	Pradel S.A.	128498
Let'z Immo	128499	ProDexi Investments S.à r.l.	128509
Librairie Française	128507	Projet Roumanie S.A.	128510
		Zephyros S.à r.l. SPF	128542

Pradel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 82.625.

Cet extrait modifie l'extrait déposé sous le numéro de dépôt L130154768

Extrait de la résolution prise par le Conseil d'Administration en date du 12 août 2013

1. Le mandat de l'Administrateur-délégué étant venu à échéance, le Conseil a décidé d'élire à la fonction d'Administrateur-délégué, la personne suivante:

Monsieur Bribosia Vincent, né le 09 novembre 1960 à Liège (Belgique) et demeurant professionnellement à L-1411 Luxembourg, 2, Rue des Dahlias.

Le Conseil lui délègue la totalité de la gestion journalière de la société, en vertu et dans les limites de l'autorisation qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale. Il pourra notamment créer tous chèques, virements, effets nécessaires au fonctionnement de tous comptes chèques postaux ou auprès de toute banque, de tous comptes de dépôt. Ces comptes fonctionneront à concurrence d'un montant de (15.250.-EUR) sous la seule signature de l'administrateur-délégué.

Son mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2018.

Extrait de la résolution du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, en date du 12 août 2013

1. Le siège social de la société est 2, Rue des Dahlias L-1411 Luxembourg.

2. Le mandat des Administrateurs étant venu à échéance, est appelé à la fonction d'Administrateur, les personnes suivantes:

Monsieur Bribosia Vincent, né le 09 novembre 1960 à Liège (Belgique) et demeurant professionnellement à L-1411 Luxembourg, 2, Rue des Dahlias.

Madame Dallemagne Pascaline, née le 25 mai 1955 à Liège (Belgique) et demeurant professionnellement L-1411 Luxembourg, 2, Rue des Dahlias.

Leur mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2018.

3. Le mandat du Commissaire aux comptes étant venu à échéance, est appelée à la fonction de Commissaire aux Comptes la personne suivante:

EUROPEAN FIDUCIARY OF LUXEMBOURG S.A R.L. (EFL), ayant son siège social au 2, Rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg représentée par Monsieur Troisfontaines John, né le 16 mars 1974 à Verviers (Belgique) et demeurant professionnellement au 2, Rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg.

Son mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2018.

Pour extrait sincère et conforme

PRADEL S.A.

Référence de publication: 2013128483/36.

(130156524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

LuxStrategy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 13-15, Breedewues.

R.C.S. Luxembourg B 155.263.

EXTRAIT

Changement d'adresse.

Les adresses des administrateurs, du l'administrateur délégué et du commissaire aux comptes ont changé comme suite:

Nickels Serge 13-15, Breedewues L-1259 Senningerberg

Fröhlich Dirk 13-15 Breedewues L-1259 Senningerberg

Nickels Luc 13-15, Breedewues L-1259 Senningerberg

Gérard Scheiwen 13-15, Breedewues L-1259 Senningerberg

Premium Advisory Partners S.A. 13-15, Breedewues L-1259 Senningerberg

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Pour la société

Mandataire

Référence de publication: 2013129578/18.

(130157762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Linamar Financial Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.502.

Les statuts coordonnés au 9 août 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013129574/11.

(130157675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Let'z Immo, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 59, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 165.235.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société (l'«Assemblée générale») du 30 Août 2013

L'assemblée Générale approuvant les déclarations et se considérant comme valablement constituée prend ensuite les résolutions suivantes statuant à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer Mlle Aude Goffart demeurant professionnellement 59, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg, en tant que gérante technique, et Mlle Anna Frolova demeurant professionnellement 59, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg, en tant que gérante administrative

Référence de publication: 2013129573/14.

(130157916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Luxembourg Management Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 121.551.

Le bilan au 31 mai 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129577/9.

(130157436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Laurbert & Sigfrid S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 48, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 62.825.

Extrait de la réunion du 1^{er} septembre 2013

Les associés de la société accepte la démission de Monsieur Timothy PROBYN en tant que gérant de la société avec effet au 1/9/2013.

Référence de publication: 2013129584/10.

(130157860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Leonard Patrimoine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 150.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LEONARD PATRIMOINE S.A.

Référence de publication: 2013129586/10.

(130157926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Invillabo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 156.425.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte des délibérations d'une assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 8 août 2013 que la clôture de la liquidation a été prononcée, que la cessation définitive de la société a été constatée et que le dépôt des livres sociaux pendant une durée de cinq ans à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été ordonné.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour INVILLABO S.A. (en liquidation)

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013129555/16.

(130157720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Inmoprom Real Estate Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 129.196.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13.09.2013.

Pour: INMOPROM REAL ESTATE INVESTMENTS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Christine Racot

Référence de publication: 2013129554/15.

(130157997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Industrial Automation Process International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8552 Oberpallen, 8, rue de la Platinerie.

R.C.S. Luxembourg B 113.083.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 13/09/2013.

Référence de publication: 2013129552/10.

(130157998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

IPSE Dixit Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 72.346.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2013129558/13.

(130157901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Immo Mehlen Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9234 Diekirch, 120, route de Gilsdorf.

R.C.S. Luxembourg B 114.291.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013129549/10.

(130157650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Ideology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 78.336.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013129548/10.

(130157906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Icaria Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 121.595.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 Septembre 2013.

Icaria Invest S.à r.l.

M.P. Galliver

Manager

Référence de publication: 2013129547/14.

(130158056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

J. et H. Lamparski S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 19, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 17.088.

Extrait du procès-verbal de la réunion des associés tenue en date du 14 août 2013

Madame MATHY Françoise, née le 8 février 1967 à Gugree (BE) et demeurant à L-1913 Luxembourg, 21, rue Léandre Lacroix, est nommée au poste de gérante à durée illimitée.

Référence de publication: 2013129559/10.

(130157859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Jinkgo SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-8422 Steinfort, 14, rue de Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 135.316.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013129560/10.

(130157700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Intervinum S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 115.435.

Les comptes annuels au 31/07/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13/09/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013129545/12.

(130157851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Input Holdings Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 116.024.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 4 septembre 2013

- La démission de Monsieur Michel van Krimpen, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique, effective au 30 Août 2013

- Madame Bérénice Kunnari, né le 25 novembre 1979 à Orléans, France avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg est élue par l'associé unique en tant que gérant de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée et effective à partir du 30 Août 2013

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013129541/19.

(130157636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Innova Intellectual Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 156.284.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013129540/10.

(130157812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Information Technology Masters International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 62.133.

Les comptes annuels au 31 Mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Information Technology Masters International S.A.

BLEUER Ted Cory

Administrateur

Référence de publication: 2013129553/13.

(130157808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Immo-Junglinster S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7327 Steinsel, 4, rue des Eglantiers.

R.C.S. Luxembourg B 133.202.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13/09/2013.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2013129550/12.

(130158033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Khayam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 139.707.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129568/9.

(130157918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Kitano Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 159.149.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 29 Août 2013

- Mademoiselle Françoise DARCHE employée privée, née le 4 janvier 1985 à Messancy (Belgique), résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg est nommée Présidente du Conseil d'Administration

Cette dernière assumera cette fonction pendant la durée de son mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

Certifié sincère et conforme

Signatures

Référence de publication: 2013129569/14.

(130157814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

IPSE Dixit Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 72.346.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 13 septembre 2013.

L'assemblée, après lecture de la lettre de démission de Madame Marina Padalino de sa fonction d'administrateur, décide d'accepter sa démission avec effet immédiat.

L'assemblée nomme comme nouvel administrateur, avec effet immédiat, Monsieur Marco Gostoli résidant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, son mandat ayant comme échéance celle de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2013129557/19.

(130157900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Lakeview, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 141.813.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013129580/12.

(130157737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

La Petite Maison, Evermarkt Industries et Cantilevers Everbloc, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 60.226.

Nous CH INTERNATIONAL (Luxembourg) SARL, domiciliataire de la société LA PETITE MAISON, EVERMARKT INDUSTRIES ET CANTILEVERS EVERBLOC (RCS Luxembourg B60226) sise 25A, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, dénonçons avec effet immédiat le siège social de la société LA PETITE MAISON, EVERMARKT INDUSTRIES ET CANTILEVERS EVERBLOC (RCS Luxembourg B60226) sise 25A, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13/09/2013.

Référence de publication: 2013129579/12.

(130158026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Landmark Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 135.693.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LANDMARK HOLDING S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013129582/11.

(130157632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Lothard Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 113.659.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013129593/10.

(130157805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Logilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 13, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 15.833.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129591/9.

(130157980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Lux-Billards, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 42, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 99.405.

—
Extrait de la réunion des associés en date du 1/9/2013

En remplacement de Monsieur BALAZS Hajdu, est nommé nouveau gérant technique Monsieur Timothy PROBYN demeurant à L-6960 Senningen 4, Chaussée St Martin, pour une durée indéterminée.

La société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant technique.

Référence de publication: 2013129599/11.

(130157858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Lumine S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 41.122.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129598/10.

(130157456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Loseti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 114.629.

—
Extrait de la décision prise par les administrateurs restants en date du 9 septembre 2013

Mme Katia CAMBON, administrateur de sociétés, née à Le Raincy (France), le 24 mai 1972, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été cooptée comme administrateur de la société en remplacement de M. David GIANNETTI, administrateur démissionnaire, dont elle achèvera le mandat d'administrateur qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour LOSETI S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013129592/17.

(130158029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Mood Media Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 112.404.

—
Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue extraordinairement en date du 23 août 2013

1. M. Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. Mme Valérie PECHON, administrateur de sociétés, née à Caracas (Venezuela), le 10 novembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Mood Media Group S.A.

Intetrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013129611/16.

(130157517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Luximmostrust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 107.784.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129600/10.

(130157523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Luxury Brand Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 71.330.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXURY BRAND DEVELOPMENT S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013129601/11.

(130157748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Les Harmonies Economiques S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 140.389.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société LES HARMONIES ECONOMIQUES S.A. qui s'est tenue en date du 22 août 2013

Il a été décidé ce qui suit:

- de coopter Madame Alexandra Corre, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg en remplacement de Madame Natacha Kolodziej-Steuermann, avec effet au 25 août 2013.

Le mandat du nouvel Administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2014.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

Messieurs Didier Schönberger et Nicolas Hamel et Madame Alexandra Corre.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013129587/18.

(130157702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Marina Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 178.015.

Extrait de la décision prise par l'actionnaire unique en date du 6 septembre 2013

M. José Antonio JUNCO PARRA, avocat, né dans la ville du Mexique (Mexique), le 26 janvier 1959, demeurant professionnellement à Camino acceso Praderas, 49, Aconcagua 401, Lomas Verdes, Naucalpan de Juarez, 53120 Mexique, a été nommé comme administrateur l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour MARINA CAPITAL S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013129619/15.

(130157883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Librairie Française, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 13.350.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129588/10.

(130157510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

LDC Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 100.030.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012, établis en Euros, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129585/11.

(130157755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Managinvest Ltd S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 179.815.

Veuillez prendre note que les associés suivants ont changé d'adresse:

- Mme Audrey Alice BARANES: 3, Yehoshua Bin Nun, Herzliya Pituah, Israël

- M. Dan ASSOULINE: 3, Yehoshua Bin Nun, Herzliya Pituah, Israël.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Managinvest Ltd S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013129605/14.

(130157801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Mascotte S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 65.294.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013129620/10.

(130157797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

NH Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2611 Senningerberg, 1, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 75.694.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129657/9.

(130157971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

PepsiCo Group, Société Coopérative.

Capital social: USD 14,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 163.793.

Extrait des résolutions circulaires des membres de la Société prises le 10 novembre 2011

Les membres de la Société ont augmenté leur participation dans le capital social d'un montant de sept dollars américains afin de porter le capital social au montant de quatorze dollars américains (USD 14) par l'émission de sept (7) nouvelles parts de un dollar américain (USD 1) chacune. Chaque membre a souscrit à une (1) nouvelle part de la Société de sorte que les parts de la Société sont détenues de la manière suivante:

Nom du membre	Nombre de Parts
Larragana Holdings 1 LLC	2
Larragana Holdings 2 LLC	2
Larragana Holdings 3 LLC	2
Larragana Holdings 4 LLC	2
Larragana Holdings 5 LLC	2
Larragana Holdings 6 LLC	2
Larragana Holdings 7 LLC	2

Les Membres ont en conséquence modifié la clause 3.1.1 du Contrat dans sa version anglaise et sa version française de la manière suivante:

3.1.1. The Cooperative's corporate capital is set at fourteen United States Dollars (USD 14.-) represented by fourteen (14) Units in registered form, with a par value of one United States Dollars (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid-up."

3.1.1. le capital social de la Coopérative est fixé à quatorze dollars américains (USD 14,-) représenté par quatorze (14) Parts sous forme nominative, d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PepsiCo Group

Un mandataire

Référence de publication: 2013128452/33.

(130155729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

G.I.T.E., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 118.184.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013129503/10.

(130157484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

M.E.T. S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3721 Rumelange, 3, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 143.084.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

La gérance

Référence de publication: 2013129603/11.

(130157942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Millicom Africa International Finance S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 174.966.

Extrait des résolutions prises par les Associés de Millicom Africa International Finance S.A.R.L. & Partners S.C.A. (la Société) lors de l'assemblée tenue à Luxembourg le 30 août 2013

Par l'assemblée en date du 30 août 2013, les Associés de la Société ont pris les décisions suivantes:

- Rayer M. François-Xavier Roger de sa fonction de commissaire et nommer M. Marc Zagar, ayant son adresse professionnelle au Chiswick Green 610 Chiswick High Road, London, W4 5RU, Royaume-Uni en tant que commissaire de la Société, jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2018.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129609/14.

(130157747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Meng Famille S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 6, rue des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 150.531.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 13/09/2013.

Référence de publication: 2013129607/10.

(130157999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

MCT Berlin Eins S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 5, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 110.377.

Par lettre du 22 mars 2013,

Monsieur Volker Hemprich,

a démissionné de sa fonction de délégué à la gestion journalière de catégorie A de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2013.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013129627/13.

(130157821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

ProDexi Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 139.465.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 12 août 2013

1. Madame Patrycja Anna DOS SANTOS RODRIGUES n'a pas été reconduite dans son mandat de gérante de catégorie A.

2. Monsieur Olivier DUPUIS-GUYOT, administrateur de sociétés, né à Château-Thierry (France), le 26 mars 1973, demeurant professionnellement à F-75009 Paris (France), 32, boulevard Haussmann, a été nommé comme gérant de catégorie A jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ProDexi Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013129690/17.

(130157782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

MCT Berlin Zwei S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 5, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 114.385.

Par lettre du 22 mars 2013,
Monsieur Volker Hemprich,
a démissionné de sa fonction de délégué à la gestion journalière de catégorie A de la société.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2013.
Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013129628/13.

(130157820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

MCT Berlin Drei S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 5, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 118.011.

Par lettre du 22 mars 2013,
Monsieur Volker Hemprich,
a démissionné de sa fonction de délégué à la gestion journalière de catégorie A de la société.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2013.
Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013129626/13.

(130157819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Management Consulting & Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 2B, Porte de France.
R.C.S. Luxembourg B 148.639.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013129616/10.

(130157651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Projet Roumanie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 134.247.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129688/9.

(130157800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Orion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 31.354.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129670/9.

(130157707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Electricité Eric S. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3844 Schiffflange, Z.I. Letzebuenger Heck.

R.C.S. Luxembourg B 180.023.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-neuf août.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

Monsieur Eric SCHAFF, employé privé, né à Yutz (France), le 11 décembre 1965, demeurant à F-57970 Yutz, 16, rue des Bois.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il va constituer.

Titre I^{er} . Raison sociale, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet tous types d'installations électriques.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements et garanties.

Elle pourra effectuer toutes activités et opérations commerciales, Industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Art. 3. La société prend la dénomination de "ELECTRICITE ERIC S. s.à r.l.".

Art. 4. Le siège social est établi à Schiffflange.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. Capital social, apports, parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 9. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 10. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 12. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Titre IV. Décisions et assemblées générales

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 14. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 15. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Titre V. Exercice social, Inventaires, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Titre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les cent (100) parts sociales sont toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Eric SCHAFF, préqualifié.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à mille euros (€ 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant ci-avant désigné, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Monsieur Eric SCHAFF, préqualifié, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.
- 2.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.
- 3.- Le siège social est établi à L-3844 Schiffange, Z.I. Letzebuerger Heck.

Le comparant déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et agir pour son propre compte et certifie que les fonds servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: SCHAFF, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 6 septembre 2013. Relation: CAP/2013/3355. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 9 septembre 2013.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2013128269/128.

(130156086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Fiduciaire Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 180.048.

—
STATUTS

L'an deux mil treize, le vingt-huit août.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Yves ALLARD-CHAPELAIN de la VILLEGUERIN, né le 6 mars 1959 à Paris 16^{ème} arrondissement (France), Dirigeant de sociétés, demeurant au 59 boulevard Exelmans, F-75016 Paris (France),

ici représenté par Pierre-Siffrein Guillet, employé, résidant professionnellement à Luxembourg (le Mandataire), en vertu d'une procuration donnée sous seing privée le 21 août 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'il déclare constituer:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.

1.1 Il est formé une société anonyme (la Société), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).

1.2 La Société existe sous la dénomination de «FIDUCIAIRE EUROPE S.A.».

1.3 La Société peut avoir un actionnaire unique (l'Actionnaire Unique) ou plusieurs actionnaires (les Actionnaires). La Société ne pourra pas être dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège Social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg).

2.2 Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

2.3 Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société.

3.1 La Société est constituée pour une période illimitée.

3.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) statuant comme en matière de modifications des Statuts.

Art. 4. Objet Social.

4.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

4.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

4.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toutes entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

4.4 La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

4.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

4.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

4.7 La Société pourra avancer, prêter ou déposer des fonds ou octroyer du crédit aux actionnaires de la Société.

Art. 5. Capital Social. Le capital social souscrit est fixé à sept cent cinquante mille euros (EUR 750.000,-) représenté par sept cent cinquante (750) actions ordinaires d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune. Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital social initial à concurrence de dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de sept cent cinquante mille euros (EUR 750.000,-) à dix millions sept cent cinquante mille euros (EUR 10.750.000,-), le cas échéant par l'émission de dix mille (10.000) actions de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, jouissant des mêmes droits que les actions existantes.

En conséquence, il est autorisé à réaliser cette augmentation de capital, spécialement à émettre les actions nouvelles éventuelles en une ou plusieurs fois et par tranches, à fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles éventuelles, à déterminer les conditions de souscription et de libération, à faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires, enfin à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en la présente résolution, à faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives du capital et enfin, à mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915, notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus doit être renouvelée tous les cinq ans.

De même, le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le Conseil d'Administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Sous respect des conditions ci-avant stipulées et par dérogation à l'article 10 ci-après, le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital social, même par incorporation des réserves libres.

Le Conseil d'Administration a l'autorisation de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé. Le capital autorisé et le capital souscrit pourront être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

La société pourra au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.

Art. 6. Actions.

6.1 Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, au choix des Actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

6.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, la/les personne(s) invoquant un droit sur la/les action(s) devra/devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux actions. La même règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

6.3 La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société.

7.1 Dans l'hypothèse d'un actionnaire unique, l'Actionnaire Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

7.2 Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des Actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

7.3 L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le dernier jeudi du mois d'avril à 9 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

7.4 L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

7.5 Les autres Assemblées Générales pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

7.6 Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 8. Délais de convocation, Quorum, Procurations, Avis de convocation.

8.1 Les délais de convocation et quorum requis par la Loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

8.2 Chaque action donne droit à une voix.

8.3 Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

8.4 Chaque Actionnaire peut prendre part aux Assemblées Générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

8.5 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 9. Obligations.

9.1 La Société peut émettre des obligations (les Obligations) selon toutes les formes et tous les modes d'émission prévues par la Loi.

9.2 Les Obligations émises par la Société peuvent être nominatives ou au porteur dans les limites et dans les conditions fixées par la Loi.

Art. 10. Assemblée générale des obligataires.

10.1 L'assemblée générale des obligataires (l'Assemblée des Obligataires) réunit tous les créanciers (les Obligataires) détenteurs d'obligations rattachées à une même catégorie d'obligations émise en une ou plusieurs émissions faite par la Société.

Si une question intéresse des Obligataires issus de différentes émissions, les Obligataires concernés se réunissent en assemblée unique. Sauf disposition légale ou statutaire contraire, les décisions de l'Assemblée des Obligataires sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées et qui, pour éviter tout doute, n'incluent pas les abstentions, votes blancs et nuls.

10.2 Sans préjudice de mentions divergentes contenues ou de pouvoirs exorbitants prévus dans les dispositions régissant les émissions d'emprunt obligataires par la Société, l'Assemblée des Obligataires peut accomplir tous les actes prévus par la Loi. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la Loi.

Art. 11. Administration de la Société.

11.1 La Société est gérée par un Administrateur unique en cas d'un seul actionnaire, ou par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres en cas de pluralité d'Actionnaires; le nombre exact étant déterminé par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires par l'Assemblée Générale. L'(es) administrateur(s) n'a (ont) pas besoin d'être actionnaire(s). En cas de pluralité d'administrateurs, l'Assemblée Générale peut décider de créer deux catégories d'administrateurs (Administrateurs A et Administrateurs B).

11.2 Le(s) administrateur(s) est/sont élu(s) par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'Assemblée Générale pour une période ne dépassant pas six (6) ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué à tout moment par décision de l'Assemblée Générale. Le(s) administrateur(s) sortant(s) peut/peuvent être réélu(s).

11.3 Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants élus par l'Assemblée Générale pourront se réunir et élire un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

Art. 12. Réunion du Conseil d'Administration.

12.1 En cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration doit choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le Conseil d'Administration.

12.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président ou d'au moins deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant le Conseil d'Administration déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé 24 heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

12.3 Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

12.4 Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du Conseil d'Administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

12.5 Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

12.6 Tout administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence vidéo ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

12.7 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

12.8 Le présent article ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 13. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 14. Délégation de pouvoirs.

14.1 Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

14.2 Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 15. Signatures autorisées.

15.1 La Société ne sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers que par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou de l'Administrateur Unique ou (ii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

15.2 En cas d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B.

Art. 16. Conflit d'intérêts.

16.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

16.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

16.3 Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 17. Commissaire(s).

17.1 Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires ou, dans les cas prévus par la Loi, par un réviseur d'entreprises externe et indépendant. Le commissaire est élu pour une période n'excédant pas six ans et il est rééligible.

17.2 Le commissaire est nommé par l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 19. Affectation des Bénéfices.

19.1 Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément aux Statuts.

19.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

19.3 Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés aux lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Art. 20. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 21. Modifications statutaires. Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi.

Art. 22. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, l'Actionnaire Unique, préqualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire les sept cent cinquante (750) actions, d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions sont libérées par l'Actionnaire Unique à hauteur de 100% (cent pour cent) par l'apport en nature de quatre cent cinquante (450) actions de la société GROUPE L.T.O., une société par actions simplifiée de droit français, dont le capital social est fixé à deux cent treize mille euros (EUR 213.000,-) divisé en trois mille (3.000) actions de soixante et onze euros (EUR 71,-) chacune, ayant son siège social au 12, rue Laugier, F-75017 Paris (France), et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 339 614 737.

Description de l'apport:

Est alors intervenu Monsieur Yves Allard-Chapelain de la Villeguerin, prénommé et représenté comme il est dit ci-avant, qui déclare souscrire en son nom à sept cent cinquante (750) actions de la Société d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune et libérer intégralement ces actions par un apport en nature portant sur quatre cent cinquante (450) actions de la société GROUPE L.T.O., susdite. Le montant total de l'apport réalisé par Monsieur Yves Allard-Chapelain de la Villeguerin, prénommé, est évalué à sept cent cinquante mille euros (EUR 750.000,-).

Conformément aux articles 26-1 et 32-1(5) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, un rapport sur l'apport en nature susmentionné a été établi et délivré par le cabinet FIDUCIAIRE EVERARD & KLEIN SARL, Monsieur Roland KLEIN, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à L-5969 Itzig, 83, rue de la Libération, en date du 28 août 2013, et qui conclut comme suit:

"Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous sommes d'avis que l'apport projeté est décrit de façon claire et précise et que les modes d'évaluation retenus sont appropriés aux circonstances données et conduisent à une valeur au moins égale au nombre et à la valeur nominale des 750 actions ordinaires d'une valeur nominale de € 1.000,00 chacune à émettre en contrepartie de l'apport."

Ledit rapport restera, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Preuve de l'existence de l'apport:

Preuve de la propriété et de la valeur de ces actions a été donnée au notaire instrumentaire par la copie d'un extrait récent du registre de commerce de la société concernée, son bilan récent attestant le nombre actuel d'actions, leur appartenance et leur valeur réelle conformément aux tendances actuelles du marché.

Réalisation effective de l'apport:

L'apporteur, ici représenté comme dit ci-avant, déclare que:

- Il est le seul propriétaire des actions apportées et possède le pouvoir d'en disposer, celles-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;
- Le transfert d'actions est effectivement réalisé sans réserves aujourd'hui et la convention d'apport a été déjà signée, preuve en ayant été apportée au notaire instrumentaire;
- Toutes autres formalités seront réalisées dans les Etats respectifs, aux fins d'effectuer la cession et de la rendre effective partout vis-à-vis de toutes tierces parties.

Le souscripteur, représenté comme dit ci-avant, déclare que l'apport a été fait sur la base d'une déclaration d'apport, dans laquelle Monsieur Yves Allard-Chapelain de la Villeguerin, prénommé, a conclu d'apporter quatre cent cinquante (450) actions de la société GROUPE L.T.O., prénommée, (i) qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'apport à la Société et (ii) que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apports à la Société.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à la somme de mille neuf cents euros (EUR 1.900,-).

Résolutions de l'associé unique

L'Actionnaire Unique, préqualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social sousscrit, prend les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à 5 (cinq) et celui des commissaires à 1 (un);
2. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs de la Société:

Administrateurs de catégorie A:

(i) Madame Lena Annicka HANSSON ALLARD, née le 14 septembre 1955 à Klovedal (Suède), sans profession, demeurant au 59 boulevard Exelmans, F-75016 Paris,

(ii) Monsieur Michel ALLARD, né le 16 mai 1944 à Paris 16^{ème} arrondissement (France), retraité, demeurant au 59 boulevard Exelmans, F-75016 Paris,

Administrateurs de catégorie B:

(i) Monsieur Serge KRANCENBLUM, M.B.A., né le 8 octobre 1961 à Metz (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

(ii) Monsieur Jean-Hugues DOUBET, employé, né le 7 mai 1974 à Strasbourg (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

(iii) Monsieur Pierre-Siffrein GUILLET, employé, né le 10 août 1977 à Carpentras (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

3. Est nommée commissaire aux comptes de la Société:

La société FIN-Contrôle S.A., une société anonyme constituée et existant suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 12 rue Guillaume Kroll, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 42.230;

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de la Société qui se tiendra en 2018; et

5. Le siège social de la société est fixé à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: GUILLET, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 août 2013. Relation: LAC/2013/39974.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128278/338.

(130156469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Pacific Funds S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 166.559.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth day of August,

Before Us, Maître Arrensdorff, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Digital Cloud Partners, LLC, a limited liability company incorporated and governed under the laws of the State of Arizona, United States of America, with registered office at c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road Suite 400, Wilmington, New Castle, DE 19808, United States of America, registered with the Arizona Corporation Commission under number L-1678649-2 ("Digital") and

KA Payments Holdings, LLC, a limited liability company incorporated and governed under the laws of the State of Delaware, United States of America, with registered office at c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road Suite 400, Wilmington, New Castle, DE 19808, the United States of America, registered with the Delaware Secretary of State's office under number 4989491 ("KA"),

here represented by Tanja Blankenburg, attorney-at-law (Rechtsanwältin), with professional address at 70 route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of two proxies given on 17 July, 2013.

The said proxies, after having been signed 'ne varietur' by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as mentioned here above, have requested the undersigned notary to state the following:

- The appearing parties represent the entire share capital of Pacific Funds S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf and registered with the Luxembourg Trade and Companies register under number B166.559, incorporated pursuant to a deed of Maître

Henri Beck, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, on January, 27, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of March, 27, 2012, number 802 (the "Company").

- the Company's share capital is presently set at six hundred sixty thousand euro (EUR 660,000) represented by one thousand (1,000) shares, all without nominal value, and which are divided into:

- Five hundred (500) A Ordinary Shares, without nominal value, and which are composed of:

- * one hundred (100) A1 Shares without nominal value;
- * one hundred (100) A2 Shares without nominal value;
- * one hundred (100) A3 Shares without nominal value;
- * one hundred (100) A4 Shares without nominal value, and
- * one hundred (100) A5 Shares without nominal value.

- Five hundred (500) B Ordinary Shares, without nominal value, and which are composed of:

- * one hundred (100) B1 Shares without nominal value;
- * one hundred (100) B2 Shares without nominal value;
- * one hundred (100) B3 Shares without nominal value;
- * one hundred (100) B4 Shares without nominal value, and
- * one hundred (100) B5 Shares without nominal value.

Now, therefore, the appearing parties, acting through their proxy holder, have requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The shareholders of the Company, representing the entire share capital of the Company, decide to increase the subscribed share capital by an amount of ninety nine thousand euro (EUR 99,000.-) so as to raise it from its current amount of six hundred sixty thousand euro (EUR 660,000.-) to seven hundred fifty nine thousand euro (EUR 759,000.-) by the creation and issuance of two hundred (200) C Ordinary Shares without nominal value.

The shareholders of the Company declare to waive their preferred subscription right to the newly issued shares.

Second resolution

The shareholders of the Company resolve to approve the subscription and full payment of two hundred (200) shares without nominal value with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company in consideration of a contribution in kind amounting to ninety nine thousand euro (EUR 99,000).

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon, ONE Services Ltd., a company organized under the laws of Seychelles, having its registered office at 8, Global Gateway, rue de la Perle, Providence, Mahé, Seychelles ("ONE"), here represented by Tanja Blankenburg, pre-mentioned, by virtue of a proxy given on 17 July, 2013, which will remain attached to the present deed, declares to subscribe to the two hundred (200) new class C Ordinary Shares and to have them fully paid up by a contribution in kind consisting in a claim (the "Claim").

Such contribution in kind, having an aggregate value of ninety nine thousand euro (EUR 99,000) made to the Company is to be allocated to the C ordinary share capital account of the Company.

It results from a certificate issued on 28 August, 2013 by the management of the Company that, as of the date of such certificate:

- the amount due under the claim is EUR 99,000;
- the Claim is certain and due for payment without deduction (certain, liquide et exigible);
- there are no major changes in the financial situation of the Company since the balance sheet dated on 31 December, 2013.

Third resolution

The shareholders of the Company decide to amend article 6 of the articles of association of the Company, which will henceforth have the following wording:

" Art. 6. Subscribed Capital.

6.1 The share capital is set at seven hundred fifty nine thousand euro (EUR 759,000) represented by one thousand two hundred (1,200) shares without nominal value, which are divided into:

- five hundred (500) A Ordinary Shares without nominal value, all subscribed and fully paid-up, and which are composed of:

- * one hundred (100) A1 Shares without nominal value;
- * one hundred (100) A2 Shares without nominal value;
- * one hundred (100) A3 Shares without nominal value;

- * one hundred (100) A4 Shares without nominal value;
- * one hundred (100) A5 Shares without nominal value.
- five hundred (500) B Ordinary Shares without nominal value, all subscribed and fully paid-up, and which are composed of:
 - * one hundred (100) B1 Shares without nominal value;
 - * one hundred (100) B2 Shares without nominal value;
 - * one hundred (100) B3 Shares without nominal value;
 - * one hundred (100) B4 Shares without nominal value;
 - * one hundred (100) B5 Shares without nominal value.
- two hundred (200) C Ordinary Shares without nominal value, all subscribed and fully paid-up, and which are composed of:
 - * forty (40) C1 Shares without nominal value;
 - * forty (40) C2 Shares without nominal value;
 - * forty (40) C3 Shares without nominal value;
 - * forty (40) C4 Shares without nominal value;
 - * forty (40) C5 Shares without nominal value.

The terms defined in this Article 6, wherever appearing in the Articles shall have the meaning set forth below:

- A Ordinary Shareholder means any Shareholder of the Company, which holds at any time A Ordinary Shares of the Company.
- B Ordinary Shareholder means any Shareholder of the Company, which holds at any time B Ordinary Shares of the Company.
- C Ordinary Shareholder means any Shareholder of the Company, which holds at any time C Ordinary Shares of the Company.
- Shareholders means the A Ordinary Shareholder(s), the B Ordinary Shareholder(s) and the C Ordinary Shareholder(s) taken together.
- A Ordinary Shares means the A1 Ordinary Shares, the A2 Ordinary Shares, the A3 Ordinary Shares, the A4 Ordinary Shares and the A5 Ordinary Shares (together with any other series of A ordinary shares issued by the Company) taken together, and A Ordinary Share means one of any of them.
 - A1 Ordinary Shares means the A1 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
 - A2 Ordinary Shares means the A2 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
 - A3 Ordinary Shares means the A3 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
 - A4 Ordinary Shares means the A4 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
 - A5 Ordinary Shares means the A5 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
- B Ordinary Shares means the B1 Ordinary Shares, the B2 Ordinary Shares, the B3 Ordinary Shares, the B4 Ordinary Shares and the B5 Ordinary Shares (together with any other series of B ordinary shares issued by the Company) taken together, and B Ordinary Share means one of any of them.
 - B1 Ordinary Shares means the B1 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
 - B2 Ordinary Shares means the B2 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
 - B3 Ordinary Shares means the B3 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
 - B4 Ordinary Shares means the B4 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
 - B5 Ordinary Shares means the B5 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
- C Ordinary Shares means the C1 Ordinary Shares, the C2 Ordinary Shares, the C3 Ordinary Shares, the C4 Ordinary Shares and the C5 Ordinary Shares (together with any other series of C ordinary shares issued by the Company) taken together, and C Ordinary Share means one of any of them.
 - C1 Ordinary Shares means the C1 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
 - C2 Ordinary Shares means the C2 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
 - C3 Ordinary Shares means the C3 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
 - C4 Ordinary Shares means the C4 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
 - C5 Ordinary Shares means the C5 ordinary shares, all without nominal value, in the share capital of the Company.
- Shares means the A Ordinary Shares, the B Ordinary Shares and the C Ordinary Shares taken together, and Share means one share of any of them.

6.2. A Ordinary Shares, B Ordinary Shares and C Ordinary Shares can be issued with or without a share premium, subject to legal requirements and the provisions of the present Articles.

Any amount of share premium which has been or shall be paid in addition to the nominal value of the A Ordinary Shares shall remain attached to the A Ordinary Shares and shall be allocated to a special reserve to be designated as the A Ordinary Shares Premium Account.

Any amount of share premium which has been or shall be paid in addition to the nominal value of the B Ordinary Shares shall remain attached to the B Ordinary Shares and shall be allocated to a special reserve to be designated as the B Ordinary Shares Premium Account.

Any amount of share premium which has been or shall be paid in addition to the nominal value of the C Ordinary Shares shall remain attached to the C Ordinary Shares and shall be allocated to a special reserve to be designated as the C Ordinary Shares Premium Account."

Fourth resolution

As a consequence of the preceding resolution, the shareholders decide to amend article 8 of the articles of association of the Company, which will henceforth have the following wording:

" Art. 8. Shares. Each Share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of one or several Shares carries implicit acceptance of the Articles of the Company and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Each Share is indivisible towards the Company.

* The rights and conditions attached to the A Ordinary Shares are as follows:

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority between the A Ordinary Shareholder(s):

- first, the holders of A1 Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the par value of the A1 Ordinary Shares held by them, then,
- the holders of A2 Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the par value of the A2 Ordinary Shares held by them, then,
- the holders of A3 Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the par value of the A3 Ordinary Shares held by them, then,
- the holders of A4 Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the par value of the A4 Ordinary Shares held by them, then,
- after the payment of any such preferred dividends, the remaining income available for distribution in the Company, i.e., out of fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, shall be distributed to the holders of the A5 Ordinary Shares.

Should the A5 Ordinary Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the A4 Ordinary Shares shall be entitled to the remaining income available for distribution in the Company, i.e., out of fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, if any, after the pro rata payment of any preferred dividends to the holders of A1 Ordinary Shares to A3 Ordinary Shares.

Should the A5 and A4 Ordinary Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the A3 Ordinary Shares shall be entitled to the remaining income available for distribution in the Company, i.e., out of fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, if any, after the pro rata payment of any preferred dividends to the holders of A1 Ordinary Shares to A2 Ordinary Shares.

Should the A5, A4 and A3 Ordinary Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the A2 Ordinary Shares shall be entitled to the remaining income available for distribution in the Company, i.e., out of fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, if any, after the pro rata payment of any preferred dividends to the holders of A1 Ordinary Shares.

Should the A5, A4, A3 and A2 Ordinary Shares all have been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the A1 Ordinary Shares shall then be entitled to fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, if any.

* The rights and conditions attached to the B Ordinary Shares are as follows:

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority between the B Ordinary Shareholder(s):

- first, the holders of B1 Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the par value of the B1 Ordinary Shares held by them, then,
- the holders of B2 Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the par value of the B2 Ordinary Shares held by them, then,
- the holders of B3 Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the par value of the B3 Ordinary Shares held by them, then,
- the holders of B4 Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the par value of the B4 Ordinary Shares held by them, then,

- after the payment of any such preferred dividends, the remaining income available for distribution in the Company, i.e., out of fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, shall be distributed to the holders of the B5 Ordinary Shares.

Should the B5 Ordinary Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the B4 Ordinary Shares shall be entitled to the remaining income available for distribution in the Company, i.e., out of fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, if any, after the pro rata payment of any preferred dividends to the holders of B1 Ordinary Shares to B3 Ordinary Shares.

Should the B5 and B4 Ordinary Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the B3 Ordinary Shares shall be entitled to the remaining income available for distribution in the Company, i.e., out of fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, if any, after the pro rata payment of any preferred dividends to the holders of B1 Ordinary Shares to B2 Ordinary Shares.

Should the B5, B4 and B3 Ordinary Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the B2 Ordinary Shares shall be entitled to the remaining income available for distribution in the Company, i.e., out of fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, if any, after the pro rata payment of any preferred dividends to the holders of B1 Ordinary Shares.

Should the B5, B4, B3 and B2 Ordinary Shares all have been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the B1 Ordinary Shares shall then be entitled to fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, if any.

* The rights and conditions attached to the C Ordinary Shares are as follows:

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority between the C Ordinary Shareholder(s):

- first, the holders of C1 Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the par value of the C1 Ordinary Shares held by them, then,
- the holders of C2 Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the par value of the C2 Ordinary Shares held by them, then,
- the holders of C3 Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the par value of the C3 Ordinary Shares held by them, then,
- the holders of C4 Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the par value of the C4 Ordinary Shares held by them, then,
- after the payment of any such preferred dividends, the remaining income available for distribution in the Company, i.e., out of fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, shall be distributed to the holders of the C5 Ordinary Shares.

Should the C5 Ordinary Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the C4 Ordinary Shares shall be entitled to the remaining income available for distribution in the Company, i.e., out of fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, if any, after the pro rata payment of any preferred dividends to the holders of C1 Ordinary Shares to C3 Ordinary Shares.

Should the C5 and C4 Ordinary Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the C3 Ordinary Shares shall be entitled to the remaining income available for distribution in the Company, i.e., out of fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, if any, after the pro rata payment of any preferred dividends to the holders of C1 Ordinary Shares to C2 Ordinary Shares.

Should the C5, C4 and C3 Ordinary Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the C2 Ordinary Shares shall be entitled to the remaining income available for distribution in the Company, i.e., out of fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, if any, after the pro rata payment of any preferred dividends to the holders of C1 Ordinary Shares.

Should the C5, C4, C3 and C2 Ordinary Shares all have been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the C1 Ordinary Shares shall then be entitled to fifty per cent (50%) of the total dividends to be distributed, if any.

Co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The sole shareholder may transfer freely its Shares when the Company is composed of a sole shareholder. The Shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The Shares may be transferred to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital, in accordance with article 189 of the Law.

The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own Shares in accordance with the provisions of the Law, it is noted that A Ordinary Shares, B Ordinary Shares and C Ordinary Shares can only be redeemed to the extent they are always redeemed equally by the Company.

Besides, the redemption of the A Ordinary Shares, the B Ordinary Shares and the C Ordinary Shares by the Company shall only be made in the reverse numerical order (i.e., starting from the A5 Ordinary Shares until the A1 Ordinary Shares / starting from the B5 Ordinary Shares until the B1 Ordinary Shares / starting from the C5 Ordinary Shares until the C1 Ordinary Shares)."

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present increase of capital, is approximately one thousand three hundred fifteen euro (EUR 1.315,-).

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-neuvième jour du mois d'août.

Par-devant Nous, Me Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

Digital Cloud Partners, LLC, une société à responsabilité limitée, constituée et soumises aux lois de l'Etat d'Arizona, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road Suite 400, Wilmington, New Castle, DE 19808, les Etats-Unis d'Amérique, enregistré au "Arizona Corporation Commission" sous le numéro L-1678649-2 ("Digital") et

KA Payments Holdings, LLC, une société à responsabilité limitée, constituée et soumises aux lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road Suite 400, Wilmington, New Castle, DE 19808, les Etats-Unis d'Amérique, enregistré au "Delaware Secretary of State's office" sous le numéro 4989491 ("KA"),

ici représentées par Maître Tanja Blankenburg, avocat à la Cour (Rechtsanwältin), demeurant professionnellement au 70 route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en vertu de trois procurations sous seing privé données le 17 juillet 2013.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le représentant des parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte à des fins d'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées telles que décrites ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de noter ce qui suit:

- Les parties comparantes représentent l'entière du capital social de Pacific Funds S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf et inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B166.559, constituée suivant acte de Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, le 27 janvier 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 27 mars 2012, numéro 802 (la «Société»).

- le capital social de la Société est actuellement fixé à un six cent soixante mille euros (EUR 660.000,-) représenté par mille (1.000) parts sociales sans valeur nominale et divisées comme suit:

- Cinq cent (500) Parts Sociales Ordinaires A, sans valeur nominale, et composées de:

- * cent (100) Parts Sociales A1 sans valeur nominale;

- * cent (100) Parts Sociales A2 sans valeur nominale;

- * cent (100) Parts Sociales A3 sans valeur nominale;

- * cent (100) Parts Sociales A4 sans valeur nominale;

- * cent (100) Parts Sociales A5 sans valeur nominale;

- Cinq cent (500) Parts Sociales Ordinaires B, sans valeur nominale;

- * cent (100) Parts Sociales B1 sans valeur nominale;

- * cent (100) Parts Sociales B2 sans valeur nominale;

- * cent (100) Parts Sociales B3 sans valeur nominale;

- * cent (100) Parts Sociales B4 sans valeur nominale;

- * cent (100) Parts Sociales B5 sans valeur nominale;

Par conséquent, les parties comparantes, agissant par le biais de leur représentant, ont requis le notaire instrumentant d'enregistrer les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés de la société, représentant l'entière du capital social de la société, décident d'augmenter le capital social souscrit par un montant de quatre-vingt-dix-neuf mille euros (EUR 99.000,-) de manière à ce qu'il soit porté de son montant actuel de six cent soixante mille euros (EUR 660.000,-) à un montant de sept cent cinquante-neuf mille euros (EUR 759.000,-) par la création et l'émission de deux cents (200) Parts Sociales Ordinaires C, sans valeur nominale.

Les associés de la Société déclarent renoncer à leur droit de souscription sur les parts sociales nouvellement émises.

Deuxième résolution

Les associés de la Société décident d'approuver la souscription et la libération de deux cents (200) parts sociales sans valeur nominal avec les mêmes droits et obligations que prévues dans les statuts de la Société par considération à un apport en nature d'un montant de quatre-vingt-dix-neuf mille euros (EUR 99.000,-).

Intervention - Souscription - Paiement

Ensuite, ONE Services Ltd., une société à responsabilité limitée, constituée et soumise aux lois de Seychelles, ayant son social au 8, Global Gateway, rue de la Perle, Providence, Mahé, Seychelles ("ONE"), ici représentée par Tanja Blankenburg, prénommée, en vertu d'une procuration donnée en date du 17 juillet 2013, laquelle demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles, déclare souscrire les deux cents (200) nouvelles Parts Sociales Ordinaires C et de les libérer entièrement par un apport en nature composé d'une créance (la "Créance").

Un tel apport ayant une valeur totale de quatre-vingt-dix-neuf mille euros (EUR 99.000,-) fait à la Société sera alloué au compte capital C de la Société.

Il résulte d'un certificat délivré en date du 28 août 2013, par la gérance de la Société que, au jour de ce certificat:

- le montant dû aux termes de la créance est de EUR 99.000,-;
- la créance est certaine, liquide et exigible;
- il n'y a pas de changement majeur dans la situation financière de la Société depuis le bilan à la date du 31 décembre 2013.

Troisième résolution

Les associés de la Société décident de modifier l'article 6 des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" Art. 6. Capital Souscrit.

6.1 Le capital social est fixé à sept cent cinquante-neuf mille euros (EUR 759.000,-) représenté par mille deux cents (1.200) parts sociales sans valeur nominale, et qui sont divisées comme suit:

- cinq cents (500) Parts Sociales Ordinaires A sans valeur nominale, entièrement souscrites et libérées, et qui sont composées de:

- * cent (100) Parts Sociales A1 sans valeur nominale;
- * cent (100) Parts Sociales A2 sans valeur nominale;
- * cent (100) Parts Sociales A3 sans valeur nominale;
- * cent (100) Parts Sociales A4 sans valeur nominale;
- * cent (100) Parts Sociales A5 sans valeur nominale.

- cinq cents (500) Parts Sociales Ordinaires B sans valeur nominale, entièrement souscrites et libérées, et qui sont composées de:

- * cent (100) Parts Sociales B1 sans valeur nominale;
- * cent (100) Parts Sociales B2 sans valeur nominale;
- * cent (100) Parts Sociales B3 sans valeur nominale;
- * cent (100) Parts Sociales B4 sans valeur nominale;
- * cent (100) Parts Sociales B5 sans valeur nominale.

- deux cents (200) Parts Sociales Ordinaires C sans valeur nominale, entièrement souscrites et libérées, et qui sont composées de:

- * quarante (40) Parts Sociales C1 sans valeur nominale;
- * quarante (40) Parts Sociales C2 sans valeur nominale;
- * quarante (40) Parts Sociales C3 sans valeur nominale;
- * quarante (40) Parts Sociales C4 sans valeur nominale;
- * quarante (40) Parts Sociales C5 sans valeur nominale.

Les notions définies dans cet Article 6 et figurant dans les Statuts ont la signification suivante:

- Associé Ordinaire A signifie tout Associé de la Société, qui détient à tout moment des Parts Sociales Ordinaires A de la Société.

- Associé Ordinaire B signifie tout Associé de la Société, qui détient à tout moment des Parts Sociales Ordinaires B de la Société.

- Associé Ordinaire C signifie tout Associé de la Société, qui détient à tout moment des Parts Sociales Ordinaires C de la Société.

- Associés signifie l'(les) Associé(s) de Classe A, l'(les) Associé(s) de Classe B, et l'(les) Associé(s) de Classe C pris dans leur ensemble.

- Parts Sociales Ordinaires A signifie les Parts Sociales A1, les Parts Sociales A2, les Parts Sociales A3, les Parts Sociales A4 et les Parts Sociales A5 (prises dans leur ensemble avec toutes les autres séries de parts sociales ordinaires A émises par la Société) prises dans leur ensemble, et Part Sociale Ordinaire A signifie n'importe laquelle d'entre elles.

- Parts Sociales A1 signifie les parts sociales A1, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales A2 signifie les parts sociales A2, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales A3 signifie les parts sociales A3, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales A4 signifie les parts sociales A4, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales A5 signifie les parts sociales A5, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales Ordinaires B signifie les Parts Sociales B1, les Parts Sociales B2, les Parts Sociales B3, les Parts Sociales B4 et les Parts Sociales B5 (prises dans leur ensemble avec toutes les autres séries de parts sociales ordinaires B émises par la Société) prises dans leur ensemble, et Part Sociale Ordinaire B signifie n'importe laquelle d'entre elles.

- Parts Sociales B1 signifie les parts sociales B1, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales B2 signifie les parts sociales B2, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales B3 signifie les parts sociales B3, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales B4 signifie les parts sociales B4, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales B5 signifie les parts sociales B5, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales Ordinaires C signifie les Parts Sociales C1, les Parts Sociales C2, les Parts Sociales C3, les Parts Sociales C4 et les Parts Sociales C5 (prises dans leur ensemble avec toutes les autres séries de parts sociales ordinaires C émises par la Société) prises dans leur ensemble, et Part Sociale Ordinaire C signifie n'importe laquelle d'entre elles.

- Parts Sociales C1 signifie les parts sociales C1, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales C2 signifie les parts sociales C2, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales C3 signifie les parts sociales C3, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales C4 signifie les parts sociales C4, toutes sans valeur

nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales C5 signifie les parts sociales C5, toutes sans valeur nominale, et dans le capital social de la Société.

- Parts Sociales signifie les Parts Sociales Ordinaires A, les Parts Sociales Ordinaires B et les Parts Sociales Ordinaires C prises dans leur ensemble, et Part Sociale signifie n'importe laquelle d'entre elles.

6.2 Les Parts Sociales Ordinaires A, les Parts Sociales Ordinaires B, et les Parts Sociales Ordinaires C peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, et ce conformément aux dispositions légales et aux articles des présents Statuts.

Tout montant de prime d'émission qui a été ou devra être versé en plus de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires A devra rester attaché aux Parts Sociales Ordinaires A et être affecté à une réserve spéciale qui sera désignée en tant que Compte de Prime d'Emission Attachée Aux Parts Sociales Ordinaires A.

Tout montant de prime d'émission qui a été ou devra être versé en plus de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires B devra rester attaché aux Parts Sociales Ordinaires B et être affecté à une réserve spéciale qui sera désignée en tant que Compte de Prime d'Emission Attachée Aux Parts Sociales Ordinaires B.

Tout montant de prime d'émission qui a été ou devra être versé en plus de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires C devra rester attaché aux Parts Sociales Ordinaires C et être affecté à une réserve spéciale qui sera désignée en tant que Compte de Prime d'Emission Attachée Aux Parts Sociales Ordinaires C."

Quatrième résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, les associés décident de modifier l'article 8 des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 8. Parts Sociales.** Chaque Part Sociale confère à son propriétaire une voix à l'assemblée générale des Associés. La propriété d'une ou de plusieurs Parts Sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'Associé unique ou des Associés.

Chaque Part Sociale est indivisible à l'égard de la Société.

* Les droits et conditions attachés aux Parts Sociales Ordinaires A sont déterminés comme suit:

Au cours de toute année pendant laquelle la Société décide de faire des distributions de dividende, le montant alloué à cet effet devra être distribué dans l'ordre de priorité suivant entre les Associés Ordinaires A:

- en premier, les propriétaires de Parts Sociales A1 devront recevoir des distributions de dividende en rapport avec cette année représentant un montant de zéro virgule quarante pourcent (0,40%) de la valeur au pair comptable des Parts Sociales A1 détenues par eux, ensuite,

- les propriétaires de Parts Sociales A2 devront recevoir des distributions de dividende en rapport avec cette année représentant un montant de zéro virgule trente-cinq pourcent (0,35%) de la valeur au pair comptable des Parts Sociales A2 détenues par eux, ensuite,

- les propriétaires de Parts Sociales A3 devront recevoir des distributions de dividende en rapport avec cette année représentant un montant de zéro virgule trente pourcent (0,30%) de la valeur au pair comptable des Parts Sociales A3 détenues par eux, ensuite,

- les propriétaires de Parts Sociales A4 devront recevoir des distributions de dividende en rapport avec cette année représentant un montant de zéro virgule vingt-cinq pourcent (0,25%) de la valeur au pair comptable des Parts Sociales A4 détenues par eux, ensuite,

- après le paiement de ces dividendes préférentiels, le revenu restant disponible pour distribution dans la Société, c'est-à-dire sur cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, devra être distribué aux propriétaires des Parts Sociales A5.

Dans le cas où les Parts Sociales A5 ont toutes été annulées à la suite de leur remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution de dividende, les Parts Sociales A4 recevront le bénéfice distribuable résiduel de la Société, c'est-à-dire sur cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, s'il y en a un, et ce après le paiement au prorata des dividendes préférentiels aux propriétaires des Parts Sociales A1 à A3.

Dans le cas où les Parts Sociales A5 et A4 ont toutes été annulées à la suite de leur remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution de dividende, les Parts Sociales A3 recevront le bénéfice distribuable résiduel de la Société, c'est-à-dire sur cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, s'il y en a un, et ce après le paiement au prorata des dividendes préférentiels aux propriétaires des Parts Sociales A1 à A2.

Dans le cas où les Parts Sociales A5, A4 et A3 ont toutes été annulées à la suite de leur remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution de dividende, les Parts Sociales A2 recevront le bénéfice distribuable résiduel de la Société, c'est-à-dire sur cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, s'il y en a un, et ce après le paiement au prorata des dividendes préférentiels aux propriétaires des Parts Sociales A1.

Dans le cas où les Parts Sociales A5, A4, A3 et A2 ont toutes été annulées à la suite de leur remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution de dividende, les Parts Sociales A1 recevront cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, s'il y en a.

* Les droits et conditions attachés aux Parts Sociales Ordinaires B sont déterminés comme suit:

Au cours de toute année pendant laquelle la Société décide de faire des distributions de dividende, le montant alloué à cet effet devra être distribué dans l'ordre de priorité suivant entre les Associés Ordinaires B:

- en premier, les propriétaires de Parts Sociales B1 devront recevoir des distributions de dividende en rapport avec cette année représentant un montant de zéro virgule quarante pourcent (0,40%) de la valeur au pair comptable des Parts Sociales B1 détenues par eux, ensuite,

- les propriétaires de Parts Sociales B2 devront recevoir des distributions de dividende en rapport avec cette année représentant un montant de zéro virgule trente-cinq pourcent (0,35%) de la valeur au pair comptable des Parts Sociales B2 détenues par eux, ensuite,

- les propriétaires de Parts Sociales B3 devront recevoir des distributions de dividende en rapport avec cette année représentant un montant de zéro virgule trente pourcent (0,30%) de la valeur au pair comptable des Parts Sociales B3 détenues par eux, ensuite,

- les propriétaires de Parts Sociales B4 devront recevoir des distributions de dividende en rapport avec cette année représentant un montant de zéro virgule vingt-cinq pourcent (0,25%) de la valeur au pair comptable des Parts Sociales B4 détenues par eux, ensuite,

- après le paiement de ces dividendes préférentiels, le revenu restant disponible pour distribution dans la Société, c'est-à-dire sur cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, devra être distribué aux propriétaires des Parts Sociales B5.

Dans le cas où les Parts Sociales B5 ont toutes été annulées à la suite de leur remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution de dividende, les Parts Sociales B4 recevront le bénéfice distribuable résiduel de la Société, c'est-à-dire sur cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, s'il y en a un, et ce après le paiement au prorata des dividendes préférentiels aux propriétaires des Parts Sociales B1 à B3.

Dans le cas où les Parts Sociales B5 et B4 ont toutes été annulées à la suite de leur remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution de dividende, les Parts Sociales B3 recevront le bénéfice distribuable résiduel de la Société, c'est-à-dire sur cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, s'il y en a un, et ce après le paiement au prorata des dividendes préférentiels aux propriétaires des Parts Sociales B1 à B2.

Dans le cas où les Parts Sociales B5, B4 et B3 ont toutes été annulées à la suite de leur remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution de dividende, les Parts Sociales B2 recevront le bénéfice distribuable résiduel de la

Société, c'est-à-dire sur cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, s'il y en a un, et ce après le paiement au prorata des dividendes préférentiels aux propriétaires des Parts Sociales B1.

Dans le cas où les Parts Sociales B5, B4, B3 et B2 ont toutes été annulées à la suite de leur remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution de dividende, les Parts Sociales B1 recevront cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, s'il y en a.

* Les droits et conditions attachés aux Parts Sociales Ordinaires C sont déterminés comme suit:

Au cours de toute année pendant laquelle la Société décide de faire des distributions de dividende, le montant alloué à cet effet devra être distribué dans l'ordre de priorité suivant entre les Associés Ordinaires C:

- en premier, les propriétaires de Parts Sociales C1 devront recevoir des distributions de dividende en rapport avec cette année représentant un montant de zéro virgule quarante pourcent (0,40%) de la valeur au pair comptable des Parts Sociales C1 détenues par eux, ensuite,

- les propriétaires de Parts Sociales C2 devront recevoir des distributions de dividende en rapport avec cette année représentant un montant de zéro virgule trente-cinq pourcent (0,35%) de la valeur au pair comptable des Parts Sociales C2 détenues par eux, ensuite,

- les propriétaires de Parts Sociales C3 devront recevoir des distributions de dividende en rapport avec cette année représentant un montant de zéro virgule trente pourcent (0,30%) de la valeur au pair comptable des Parts Sociales C3 détenues par eux, ensuite,

- les propriétaires de Parts Sociales C4 devront recevoir des distributions de dividende en rapport avec cette année représentant un montant de zéro virgule vingt-cinq pourcent (0,25%) de la valeur au pair comptable des Parts Sociales C4 détenues par eux, ensuite,

- après le paiement de ces dividendes préférentiels, le revenu restant disponible pour distribution dans la Société, c'est-à-dire sur cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, devra être distribué aux propriétaires des Parts Sociales C5.

Dans le cas où les Parts Sociales C5 ont toutes été annulées à la suite de leur remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution de dividende, les Parts Sociales C4 recevront le bénéfice distribuable résiduel de la Société, c'est-à-dire sur cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, s'il y en a un, et ce après le paiement au prorata des dividendes préférentiels aux propriétaires des Parts Sociales C1 à C3.

Dans le cas où les Parts Sociales C5 et C4 ont toutes été annulées à la suite de leur remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution de dividende, les Parts Sociales C3 recevront le bénéfice distribuable résiduel de la Société, c'est-à-dire sur cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, s'il y en a un, et ce après le paiement au prorata des dividendes préférentiels aux propriétaires des Parts Sociales C1 à C2.

Dans le cas où les Parts Sociales C5, C4 et C3 ont toutes été annulées à la suite de leur remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution de dividende, les Parts Sociales C2 recevront le bénéfice distribuable résiduel de la Société, c'est-à-dire sur cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, s'il y en a un, et ce après le paiement au prorata des dividendes préférentiels aux propriétaires des Parts Sociales C1.

Dans le cas où les Parts Sociales C5, C4, C3 et C2 ont toutes été annulées à la suite de leur remboursement, rachat ou autre au moment de la distribution de dividende, les Parts Sociales C1 recevront cinquante pourcent (50%) des dividendes totaux à distribuer, s'il y en a. Les propriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les cessions ou transmissions de Parts Sociales détenues par l'Associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre Associés, si la Société a plusieurs associés. Les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des Associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi.

La cession de Parts Sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres Parts Sociales conformément aux dispositions de la Loi, étant noté que les Parts Sociales Ordinaires A, les Parts Sociales Ordinaires B et les Parts Sociales Ordinaires C ne peuvent être rachetées que dans la mesure où elles sont toujours rachetées en proportion égale par la Société.

De plus, le rachat des Parts Sociales Ordinaires A, des Parts Sociales Ordinaires B et des Parts Sociales Ordinaires C par la Société ne devra se faire que dans un ordre numérique inversé (c'est-à-dire en commençant par les Parts Sociales A5 jusqu'aux Parts Sociales A1 / en commençant par les Parts Sociales B5 jusqu'aux Parts Sociales B1 / en commençant par les Parts Sociales C5 jusqu'aux Parts Sociales C1).»

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion est terminée.

Frais

Le montant global des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payables par la Société ou pour lesquels elle est responsable en raison de la présente augmentation du capital, est évalué approximativement à mille trois cent quinze euros (EUR 1.315,-).

Le notaire instrumentant, qui connaît et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte original.

Signé: BLANKENBURG, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 août 2013. Relation: LAC / 2013 / 39977. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128451/538.

(130156470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Canepa Brazilian Equity Opportunities, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 180.105.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of the month of August.

Before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

WELLAND LIMITED, a company incorporated and existing under the laws of Bahamas, having its registered office at Scotia House, 404 East Bay Street, P.O. Box N-3016, Nassau, Bahamas,

duly represented by Me Victorien HÉMERY, lawyer, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 7 August 2013 in Nassau, the Bahamas.

The proxy, after having been signed as submitted (i.e., ne varietur) by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party has requested the notary to document the deed of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which it wishes to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There hereby exists among the current owners of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Canepa Brazilian Equity Opportunities" (the "Company") which shall be subject to and governed by the Luxembourg law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") as well as by the present articles of association.

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association pursuant to Article 12.

Art. 3. Purpose.

3.1 The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities of the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as any equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio.

3.2 The Company may further:

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.3 The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may especially:

- raise funds through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature, subject to the terms and conditions of the law;
- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and
- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company's registered office is established in the municipality of Capellen, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of managers.

4.3 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

B. Share capital - Shares - Register of shareholders - Ownership and Transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), consisting of [twelve thousand five hundred (12,500) shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

5.2 Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association pursuant to Article 12.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

6.2 The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

6.3 A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

6.4 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder, shall not cause the Company's dissolution.

6.5 The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.6 The Company's shares are in registered form.

Art. 7. Register of shareholders.

7.1 A register of shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shareholders will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, any transfer of shares, the date of notification to or acceptance by the Company of such transfer pursuant to these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2 Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership and Transfer of shares.

8.1 Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shareholders. Certificates of the recordings in the register of shareholders will be issued and signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

8.3 The Company's shares are freely transferable among existing shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders, including the transferor, representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least. Unless otherwise provided by law, the shares may not be transmitted by reason of death to non-shareholders, except with the approval of shareholders representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the voting rights of the surviving shareholders at least.

8.4 Any transfer of shares will need to be documented through a transfer agreement in writing under private seal or in notarised form, as the case may be, and such transfer will become effective towards the Company and third parties upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, following which any member of the board of managers shall record the transfer in the Company's register of shareholders.

8.5 The Company, through any of its managers, may also accept and enter into the register of shareholders any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

C. General meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1 The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2 If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole shareholder".

9.3 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

9.4 In case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of association regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

Art. 10. Convening general meetings of shareholders.

10.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers, by the statutory auditor(s), if any, or by shareholders representing in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

10.2 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

10.3 The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter, facsimile, electronic mail or by any other means of registered communication, with a postmark (or similar documentary date stamp) at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.4 If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders - Vote by resolution in writing.

11.1 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.3 Quorum and vote

11.3.1 Each share entitles to one (1) vote.

11.3.2 Unless otherwise provided by law or by these articles of association, resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders, present or represented by proxy, representing more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

11.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means

of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

11.5 Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

11.6 Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of verifiable communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by marking with a cross the appropriate box. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

11.7 The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Amendment of the articles of association. Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted by a (i) majority of shareholders (ii) representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least.

Art. 13. Minutes of general meetings of shareholders.

13.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

13.2 The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

13.3 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

D. Management

Art. 14. Powers of the board of managers.

14.1 The Company shall be managed by a board of managers composed of at least one (1) class A manager (the "Class A Manager") and at least one (1) class B manager (the "Class B Manager"), who need not be shareholders of the Company. The board of managers operates as a collective body in charge of the Company's management. It exercises all representation.

14.2 The board of managers is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the shareholder(s).

14.3 The Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.

14.4 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company.

Art. 15. Composition of the board of managers. The board of managers must choose from among its members a chairman of the board of managers. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of managers.

Art. 16. Election and Removal of managers and Term of the office.

16.1 Managers shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

16.2 Any manager may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders. A manager, who is also shareholder of the Company, shall not be excluded from voting on his/her/its own revocation.

16.3 Any manager shall hold office until its/his/her successor is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

Art. 17. Convening meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers shall meet upon call by its chairman or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

17.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of com-

munication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each manager in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of managers are present or represented at a meeting of the board of managers or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

Art. 18. Conduct of meetings of the board of managers.

18.1 The chairman of the board of managers shall preside at all meeting of the board of managers. In his/her/its absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore.

18.2 Quorum

The board of managers can deliberate or act validly only if at least half of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

18.3 Vote

Resolutions are adopted with the approval of a majority of votes of the members present or represented at a meeting of the board of managers. The chairman shall not have a casting vote.

18.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing any other manager as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any manager may represent one or several of his/her/its colleagues.

18.5 Any manager who participates in a meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such manager's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the board of managers held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

18.6 The board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

18.7 Any manager who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of managers which conflicts with the Company's interest, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant manager may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Where the Company has a sole manager and the sole manager has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole manager and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction. This article 18.7 shall not be applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 19. Minutes of meetings of the board of managers.

19.1 The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

19.2 The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

19.3 Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

Art. 20. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of at least one Class A Manager, together with one Class B Manager, or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of managers. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation.

E. Supervision

Art. 21. Statutory auditor(s) - Independent auditor(s).

21.1 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, its operations shall be supervised by one or several statutory auditors, who may be shareholders or not.

21.2 The general meeting of shareholders shall determine the number of statutory auditors, shall appoint them and shall fix their remuneration and term of the office. A former or current statutory auditor may be reappointed by the general meeting of shareholders.

21.3 Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

21.4 The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.5 The statutory auditors may be assisted by an expert in order to verify the Company's books and accounts. Such expert must be approved by the Company.

21.6 In case of plurality of statutory auditors, they will form a board of statutory auditors, which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a statutory auditor. Regarding the convening and conduct of meetings of the board of statutory auditors the rules provided in these articles of association relating to the convening and conduct of meetings of the board of managers shall apply.

21.7 If the Company exceeds two (2) of the three (3) criteria provided for in the first paragraph of article 35 of the law of 19 December 2002 regarding the Trade and Companies Register and the accounting and annual accounts of undertakings for the period of time as provided in article 36 of the same law, the statutory auditors will be replaced by one or several independent auditors, chosen among the members of the Institut des réviseurs d'entreprises, to be appointed by the general meeting of shareholders, which determines the duration of his/her/their office.

F. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 22. Financial year. The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

Art. 23. Profits.

23.1 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

23.2 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

23.3 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.4 Under the terms and conditions provided by the 1915 Law and upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association.

Art. 24. Interim dividends - Share premium.

24.1 The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

24.2 The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

H. Governing law

Art. 26. Governing law. These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 1915 Law, as amended.

Transitional provisions

1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2013.

2) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

The subscriber has subscribed the shares to be issued as follows:

WELLAND LIMITED, aforementioned, paid twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) in subscription for twelve thousand five hundred (12,500) shares.

All the shares have been entirely paid-in in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the Company's entire share capital has immediately passed the following resolutions.

- 1) The number of members of the board of managers is fixed at three (3).
- 2) The following person is appointed for an unlimited duration with immediate effect as class A manager of the Company:

TITAN S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 75, Parc d'Activités, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B 164.838.

- 3) The following persons are appointed for an unlimited duration with immediate effect as class B managers of the Company:

a) Francisco Felix Rodriguez, born on October 10, 1973 in Spain, residing professionally at 75, Parc d'Activités, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg;

b) Jose Vicini, born on January 24, 1978 in Venezuela, residing professionally at 75, Parc d'Activités, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg.

- 4) The address of the Company's registered office is set at 75, Parc d'Activités, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille treize, le vingt-septième jour du mois d'août.

Par devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

WELLAND LIMITED, une société constituée et existante sous le droit des Bahamas, ayant son siège social à Scotia House, 404 East Bay Street, P.O. Box N-3016, Nassau, Bahamas,

dûment représentée par Me Victorien HÉMERY, avocat à la Cour, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 7 août 2013 à Nassau, Bahamas.

La procuration, signée telle que soumise (ne varietur) par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant a requis le notaire soussigné de dresser l'acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont les statuts seront comme suit:

A. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Nom. Il existe entre les propriétaires actuels des parts sociales et/ou toute personne qui sera un associé dans le futur, une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Canepa Brazilian Equity Opportunities» (la «Société») qui sera soumise et gouvernée par la loi luxembourgeoise du 10 Août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915») ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts conformément à l'article 12.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société a pour objet la création, la détention, le développement et la réalisation d'un portefeuille se composant de participations et de droits de toute nature, et de toute autre forme d'investissement dans des entités du Grand-Duché de Luxembourg et dans des entités étrangères, que ces entités soient déjà existantes ou encore à créer, notamment par souscription, acquisition par achat, vente ou échange de titres ou de droits de quelque nature que ce soit, tels que des titres participatifs, des titres représentatifs d'une dette, des brevets et des licences, ainsi que la gestion et le contrôle de ce portefeuille.

3.2 La Société pourra également:

- accorder toute forme de garantie pour l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou de tout directeur ou autre titulaire ou agent de la Société, ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société; et

- accorder des prêts à toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou assister une telle entité de toute autre manière.

3.3 La société peut réaliser toutes les transactions qui serviront directement ou indirectement son objet. Dans le cadre de son objet, la Société peut notamment:

- rassembler des fonds, notamment en faisant des emprunts auprès de qui que ce soit ou en émettant tous titres participatifs ou tous titres représentatifs d'une dette, incluant des obligations, en acceptant toute autre forme d'investissement ou en accordant tous droits de toute nature;

- participer à la constitution, au développement et/ou au contrôle de toute entité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger; et

- agir comme associé/actionnaire responsable indéfiniment ou de façon limitée pour les dettes et engagements de toute société du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi en la ville de Capellen, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la même commune par décision du conseil de gérance.

4.3 Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.4 Il peut être créé, par une décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

B. Capital social - Parts sociales - Registre des associés - Propriété et Transfert des parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 La Société a un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2 Aux conditions et termes prévus par la loi, le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts conformément à l'article 12.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, étant précisé que le nombre des associés est limité à quarante (40), sauf disposition contraire de la loi.

6.3 Le droit d'un associé dans les actifs et les bénéfices de la Société est proportionnel au nombre de parts sociales qu'il détient dans le capital social de la Société.

6.4 Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre événement similaire concernant tout associé ou l'associé unique, le cas échéant, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.5 La Société pourra racheter ou retirer ses propres parts sociales, sous réserve d'une annulation immédiate des parts sociales rachetées ou retirées et d'une réduction du capital social correspondante.

6.6 Les parts sociales de la Société sont émises sous forme nominative.

Art. 7. Registre des associés.

7.1 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société et pourra y être consulté par tout associé de la Société. Ce registre contiendra en particulier le nom de chaque associé, son domicile ou son siège social ou son siège principal, le nombre de parts sociales détenues par tel associé, tout transfert de parts sociales, la date de la notification

ou de l'acceptation par la Société de ce transfert conformément aux présents statuts ainsi que toutes garanties accordées sur des parts sociales.

7.2 Chaque associé notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'associé qu'elle a reçue.

Art. 8. Propriété et Transfert de parts sociales.

8.1 La preuve du titre de propriété concernant des parts sociales peut être apportée par l'enregistrement d'un associé dans le registre des associés. Des certificats de ces enregistrements pourront être émis et signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, selon le cas, sur requête et aux frais de l'associé en question.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Si une part sociale est détenue par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de la part sociale à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle part sociale jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant propriétaire unique.

8.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par les associés, y compris le cédant, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social. Sauf stipulation contraire par la loi, en cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné par les associés, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) des droits de vote des associés survivants.

8.4 Toute cession de part social doit être documentée par un contrat de cession écrite sous seing privé ou sous forme authentique, le cas échéant, et ce transfert sera opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à la Société ou par l'acceptation de la cession par la Société, suite auxquelles tout gérant doit enregistrer la cession dans le registre des associés de la Société.

8.5 La Société, par l'intermédiaire de n'importe lequel de ses gérants, peut aussi accepter et entrer dans le registre des associés toute cession à laquelle toute correspondance ou tout autre document fait référence et établit les consentements du cédant et du cessionnaire.

C. Assemblée générale des associés

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés.

9.1 Les associés de la Société exercent leurs droits collectifs dans l'assemblée générale des associés, qui constitue un des organes de la Société.

9.2 Si la Société ne possède qu'un seul associé, cet associé exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés. Dans ce cas et lorsque le terme «associé unique» n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à «l'assemblée générale des associés» utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à «l'associé unique».

9.3 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

9.4 En cas de pluralité d'associés et si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25), les associés peuvent, au lieu de tenir une assemblée générale d'associés, voter par résolution écrite, aux termes et conditions prévus par la loi. Le cas échéant, les dispositions des présents statuts concernant les assemblées générales des associés s'appliqueront au vote par résolution écrite.

Art. 10. Convocation de l'assemblée générale des associés.

10.1 L'assemblée générale des associés de la Société peut à tout moment être convoquée par le conseil de gérance, par le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, ou par les associés représentant au moins cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, pour être tenue au lieu et date précisés dans l'avis de convocation.

10.2 Si la Société compte plus de vingt cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle des associés doit être tenue dans la commune où le siège social de la Société est situé ou dans un autre lieu tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée. L'assemblée générale annuelle des associés doit être convoquée dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

10.3 L'avis de convocation à toute assemblée générale des associés doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé à chaque associé par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication enregistrée, avec un caché de la poste (ou tout document similaire daté).

10.4 Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des associés peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 11. Conduite de l'assemblée générale des associés - Vote par résolution écrite.

11.1 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des associés, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des associés, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient associés ou membres du conseil de gérance. Le bureau de l'assemblée s'assure spécialement que l'assemblée

soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des associés.

11.2 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des associés.

11.3 Quorum et vote

11.3.1 Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.3.2 Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les résolutions des associés sont valablement prises si elles ont été adoptées par les associés, présents ou représentés par procuration, représentant au premier vote plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si cette majorité n'a pas été obtenue au premier vote, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois. Au deuxième vote, les résolutions seront valablement adoptées avec une majorité de voix valablement exprimées, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté.

11.4 Un associé peut agir à toute assemblée générale des associés en désignant une autre personne, associé ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de cette procuration étant suffisante pour la prouver. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les associés.

11.5 Tout associé qui prend part à une assemblée générale des associés par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

11.6 Chaque associé peut voter à l'aide d'un bulletin de vote signé en l'envoyant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication vérifiable au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les associés ne peuvent utiliser que les bulletins de vote qui leur auront été procurés par la Société et qui devront indiquer au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises au vote de l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition, trois cases à cocher permettant à l'associé de voter en faveur ou contre la proposition, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des propositions soumises au vote, en cochant la case appropriée. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des associés à laquelle ils se réfèrent.

11.7 Le conseil de gérance peut déterminer toutes les autres conditions à remplir par les associés pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Sous réserve des termes et conditions prévus par la loi, les présents statuts peuvent être modifiés par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée par (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 13. Procès-verbaux des assemblées générales des associés.

13.1 Le bureau de toute assemblée générale des associés rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout associé qui en fait la demande.

13.2 De même, l'associé unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

13.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers, doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où l'assemblée a été inscrite dans un acte notarié, ou signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

D. Gestion

Art. 14. Pouvoirs du conseil de gérance.

14.1 La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins un (1) gérant de classe A (le «Gérant de Classe A») et d'au moins un (1) gérant de classe B (le «Gérant de Classe B»), qui ne doivent pas nécessairement être des associés. Le conseil de gérance fonctionne comme un organe collectif en charge de la gérance de la Société. Il représente et engage la Société.

14.2 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toute action nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, à l'exception des pouvoirs que la loi ou les présents statuts réservent à l'associé/aux associés.

14.3 La gestion journalière de la Société ainsi que représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, peut être déléguée à un ou plusieurs gérants ou à toute autre personne, associé ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement comme mandataires de la Société. Leur désignation, révocation et pouvoirs sont déterminés par une décision du conseil de gérance.

14.4 La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire de la Société.

Art. 15. Composition du conseil de gérance. Le conseil de gérance doit choisir un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui peut n'être ni associé ni membre du conseil de gérance.

Art. 16. Election et Révocation des gérants et Terme du mandat.

16.1 Les gérants seront élus par l'assemblée générale des associés, qui déterminera leurs émoluments et la durée de leur mandat.

16.2 Tout gérant peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés. Un gérant, étant également associé de la Société, ne sera pas exclu du vote sur sa propre révocation.

16.3 Tout gérant exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout gérant sortant peut également être réélu pour des périodes successives.

Art. 17. Convocation des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres au lieu indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit au prochain alinéa.

17.2 Un avis de convocation écrit à toute réunion du conseil de gérance doit être donné à tous les gérants par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation devra mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque gérant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil de gérance se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance, ou dans le cas de décisions écrites conformément aux présents statuts.

Art. 18. Conduite des réunions du conseil de gérance.

18.1 Le président du conseil de gérance préside à toute réunion du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut provisoirement élire un autre gérant comme président temporaire.

18.2 Quorum

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

18.3 Vote

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président de la réunion n'a pas de voix prépondérante.

18.4 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant sous forme écrite par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication tout autre gérant comme son mandataire, une copie étant suffisante pour le prouver. Un gérant peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

18.5 Tout gérant qui prend part à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à la réunion s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à cette réunion, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés sera censée s'être tenue au siège social de la Société.

18.6 Le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les gérants sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque gérant, le cas échéant, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

18.7 Tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du conseil de gérance qui est en conflit avec l'intérêt de la Société doit informer le conseil de gérance de ce conflit d'intérêts et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Ce gérant ne peut ni participer aux discussions concernant la transaction en cause, ni au vote s'y rapportant. Lorsque la Société a un gérant unique et que, dans une transaction conclue entre la Société et le gérant unique, celui-ci a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, ce conflit d'intérêt doit être divulgué dans le procès-verbal enregistrant la transaction en cause. Le présent article 18.7 ne s'applique pas aux opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 19. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

19.1 Le secrétaire ou, s'il n'a pas été désigné de secrétaire, le président rédige le procès-verbal de toute réunion du conseil de gérance, qui est signé par le président et par le secrétaire, le cas échéant.

19.2 Le gérant unique, le cas échéant, rédige et signe également un procès-verbal de ses résolutions.

19.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers seront signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

Art. 20. Rapports avec les tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par la signature conjointe d'au moins un Gérant de Classe A et un Gérant de Classe B, ou par les signatures conjointes ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire(s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites d'une telle délégation.

E. Surveillance de la société

Art. 21. Commissaire(s) aux comptes statutaire(s) - Réviseur(s) d'entreprises.

21.1 Si la Société compte plus que vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes statutaires, qui peuvent être des associés ou non.

21.2 L'assemblée générale des associés détermine le nombre de(s) commissaire(s) aux comptes statutaire(s), nomme celui-ci/ceux-ci et fixe la rémunération et la durée de son/leur mandat. Un ancien commissaire aux

21 comptes ou un commissaire aux comptes sortant peut être réélu par l'assemblée générale des associés.

21.3 Tout commissaire aux comptes statutaire peut être démis de ses fonctions à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés.

21.4 Les commissaires aux comptes statutaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents de toutes les opérations de la Société.

21.5 Les commissaires aux comptes statutaires peuvent être assistés par un expert pour vérifier les livres et les comptes de la Société. Cet expert doit être approuvé par la Société.

21.6 Dans le cas où il existe plusieurs commissaires aux comptes statutaires, ceux-ci constituent un conseil des commissaires aux comptes, qui devra choisir un président parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui n'a pas à être ni associé, ni commissaire aux comptes. Les règles des présents statuts concernant la convocation et la conduite des réunions du conseil de gérance s'appliquent à la convocation et à la conduite des réunions du conseil des commissaires aux comptes.

21.7 Dans l'hypothèse où la Société remplirait deux (2) des trois (3) critères stipulés dans le premier paragraphe de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés et sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, sur une période de temps prévue à l'article 36 de cette même loi, les commissaires aux comptes statutaires sont remplacés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, pour être nommés par l'assemblée générale des associés, qui détermine la durée de son/leur mandat.

F. Exercice social - Bénéfices - Dividendes provisoires

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 23. Bénéfices.

23.1 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, au moins cinq pour cent (5 %) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

23.2 Les sommes allouées à la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'associé en question accepte cette affectation.

23.3 En cas de réduction de capital, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

23.4 Aux conditions et termes prévus par la Loi de 1915 et sur recommandation du conseil de gérance l'assemblée générale des associés décidera de la manière dont le reste des bénéfices annuels nets sera affecté, conformément à la loi et aux présents statuts.

Art. 24. Dividendes intérimaires - Prime d'émission.

24.1 Le conseil de gérance ou l'assemblée générale des associés pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires, sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faites depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des statuts présents et (iii) le commissaire aux comptes de la Société, le cas échéant, a considéré dans son rapport au conseil de gérance, que les deux premières conditions ont été satisfaites.

24.2 La prime d'émission, le cas échéant, est librement distribuable aux associés par une résolution des associés/de l'associé ou des gérants/du gérant, sous réserve de toute disposition légale concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

H. Loi applicable

Art. 26. Loi applicable. Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi de 1915, telle que modifiée.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social de la Société commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 Décembre 2013.

2) Les bénéfices provisoires peuvent aussi être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et Paiement

Toutes les parts sociales ont été souscrites comme suit:

WELLAND LIMITED, susnommée, a payé douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) pour une souscription de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait de sa formation sont évaluées à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Résolution de l'actionnaire unique.

L'associé constituant, représentant l'intégralité du capital social de la Société a immédiatement adopté, les résolutions suivantes:

1. Le nombre de membres au conseil de gérance a été fixé à trois (3).

2. Les personnes suivantes ont été nommées gérants de classe A de la Société pour une durée illimitée avec effet immédiat:

TITAN S.à r.l., une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 75, Parc d'Activités, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164.838.

3. Les personnes suivantes ont été nommées gérants de classe B de la Société pour une durée illimitée avec effet immédiat:

a) Francisco Felix Rodriguez, né le 10 octobre 1973 en Espagne, résidant professionnellement au 75, Parc d'Activités, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg;

b) Jose Vicini, né le 24 janvier 1978 au Venezuela, résidant professionnellement au 75, Parc d'Activités, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg.

4. L'adresse du siège social de la Société est fixée au 75 Parc d'Activités, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, es qualités qu'il agit, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: V. HÉMERY, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 29 août 2013. Relation: DIE/2013/10572. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 13 septembre 2013.

Référence de publication: 2013129397/698.

(130157765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Zephyros S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 180.029.

STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, am neunundzwanzigsten August.

Vor Uns Notar Roger ARRENSDORFF, im Amtssitz zu Luxemburg (Großherzogtum Luxembourg).

Ist erschienen:

- Maximilian EDLINGER, Akademischer Tourisuskauflmann, wohnhaft zu A-9620 Hermagor, Hauptstrasse 37, hier vertreten durch Kai-Uwe BERG, Rechtsanwalt, beruflich wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 17. Juli 2013,

welche Vollmacht nach ne varietur Unterzeichnung durch den Komparenten und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigebogen bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Welcher Komparent den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer von ihm zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Die Gesellschaftsbezeichnung lautet: "ZEPHYROS SARL, SPF".

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Art. 3. Die Gesellschaft hat zum Zweck die Abwicklung von kommerziellen, industriellen und finanziellen Geschäften, unter welcher Form auch immer, aller Geschäfte welche sich auf Mobiliar- und Immobilienwerte beziehen sowie die Beteiligung an anderen Gesellschaften.

Desweiteren kann sie Gesellschaften an denen sie beteiligt ist, jede Art von Unterstützung gewähren, sei es durch Darlehen, Garantien und Vorschüsse.

Die Gesellschaft kann alle Arten von Wertpapieren und Rechten erwerben, dieselben verwalten und verwerten.

Die Gesellschaft kann generell alle Tätigkeiten und Geschäfte betreiben welche mittelbar oder unmittelbar mit ihrem Gesellschaftszweck zusammenhängen.

Art. 4. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLFTAUSEND FÜNFHUNDERT EURO (12.500.- €) und ist in EINHUNDERTFÜNFUNDZWANZIG (125) Anteile von je EINHUNDERT EURO (100.- €) eingeteilt.

Art. 6. Unter Gesellschaftern sind die Anteile frei abtretbar.

Sie können nur unter Lebenden oder von Todes wegen an Nichtgesellschafter abgetreten werden gemäss den Bestimmungen von Artikel 189 von dem koordinierten Text des Gesetzes vom 10. August 1915 und der diesbezüglichen Abänderungsgesetze.

Art. 7. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, deren Zahl, Amtsdauer und Befugnisse durch die Generalversammlung festgesetzt werden und die zu jeder Zeit durch letztere abberufen werden können, ohne Angabe von Gründen.

Art. 8. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 9. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Komparenten auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt ausnahmsweise heute und endet am 31. Dezember 2013.

Zeichnung und Einzahlung

Das Gesellschaftskapital wurde wie folgt gezeichnet und zugeteilt:

- Maximilian EDLINGER, vorgenannt, einhundertfünfundzwanzig Anteile	125
Total: Einhundertfünfundzwanzig Anteile	125

Alle Anteile wurden vollständig und in bar eingezahlt, so daß der Betrag von ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (12.500.- €) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht.

Schätzung der Gründerkosten

Die der Gesellschaft aus Anlaß ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden von den Parteien auf ACHTHUNDERT EURO (800.- €) abgeschätzt.

Generalversammlung

Sodann nimmt die Gesellschafterin in einer ausserordentlichen Generalversammlung folgende Beschlüsse:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
- 2) Die Zahl der Geschäftsführer wird festgelegt auf einen (1). Wird zum Geschäftsführer ernannt:
- Maximilian EDLINGER, Akademischer Tourismuskauflmann, wohnhaft zu A-9620 Hermagor, Hauptstrasse 37. Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber verpflichtet durch die Unterschrift des Geschäftsführers.

Worüber Urkunde, Errichtet wurde zu Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

Der unterzeichnete Notar, welcher der deutschen Sprache mächtig ist, bestätigt hiermit, daß der Text der vorliegenden Urkunde auf Wunsch der Parteien in deutsch abgefaßt ist, gefolgt von einer englischen Übersetzung; er bestätigt weiterhin, daß es der Wunsch der Parteien ist, daß im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text der deutsche Text Vorrang hat.

Und nach Vorlesung und Erklärung an die Erschienenene hat dieselbe Uns Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Follows the English translation:

In the year two thousand thirteen, on the twenty-ninth of August.

Before Us Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

- Maximilian EDLINGER, Akademischer Tourismuskauflmann, residing in A-9620 Hermagor, Hauptstrasse 37, here represented by Kai-Uwe BERG, lawyer, residing profesionally in Luxemburg, by virtue of a proxy given under private seal on the 17th of July 2013, which initialed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party intend to incorporate a société á responsabilité limitée, the Articles of which it has established as follows:

Art. 1. The Company is incorporated under the name of "ZEPHYROS SARL, SPF".

Art. 2. The Company has its Head Office in Luxembourg.

Art. 3. The company's object is, as well in Luxembourg as abroad, in the one hand, in whatever form, any industrial, commercial, financial, personal or real estate property transactions, which are directly or indirectly in connection with the creation, management and financing, in whatever form, of any undertakings and companies having any object in whatever form, as well as, in the other hand, the management and development, permanently or temporarily, of the portfolio created for this purpose.

The Company may take participating interests by any means in any business, undertakings or companies having the same, analogous or connected object, or which may favour its development or the extension of its operations.

Art. 4. The Company is constituted for an undetermined period.

Art. 5. The Company's capital is set at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (12.500.- €), represented by ONE HUNDRED AND TWENTY-FIVE (125) shares of a par value of ONE HUNDRED EURO (100.- €) each, all fully subscribed and entirely paid up.

Art. 6. The shares are freely transferable among members.

They shall be transferable because of death to non-members only in accordance with the provisions of Article 189 of the law dated 10 August 1915.

Art. 7. The Company is managed by one or many managers, members or not, appointed by the members who determine the period of their activity and the powers he (they) is (are) invested. They shall be revoked groundless.

Art. 8. The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 9. For all not provided for in the present deed, the appearing parties shall refer to the legal dispositions.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and finish on the 31th of December 2013.

Subscription and Payment

The shares have been subscribed as following:

- Maximilian EDLINGER, prenamed, one hundred and twenty-five shares	125
Total: One hundred and twenty-five shares	125

They have been fully paid by a contribution in cash.

Estimated of costs

The cost, expenses, fees and charges, which are to be borne by the Company in connection with its corporation have been estimated at about EIGHT HUNDRED EURO (800.- €).

Resolutions

The members, representing the entirety of the subscribed capital, have passed the following resolutions:

1) The Company shall have its registered office at L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

2) Number of managers shall be one (1).

Is appointed manager of the Company, for an undetermined period:

- Maximilian EDLINGER, Akademischer Tourisuskauflmann, residing in A-9620 Hermagor, Hauptstrasse 37.

The Company is validly bound by the signature of the sole manager.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in German followed by an English translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German texts, the German version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surnames, Christian names, civil status and residences, the said appearing person signed with Us, the notary, the present original deed.

Gezeichnet: BERG, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 août 2013. Relation: LAC/2013/39981.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128598/125.

(130156094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Orest Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 165.747.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013129668/9.

(130157667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.

Monlux Invest S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 166.814.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société MONLUX INVEST S.A. SPF qui s'est tenue en date du 22 août 2013

Il a été décidé ce qui suit:

- de coopter Madame Alexandra Corre, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg en qualité d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration de la Société, en remplacement de Madame Natacha Kolodziej-Steuermann, avec effet au 25 août 2013.

Le mandat du nouvel Administrateur/Président viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2017.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

Messieurs Didier Schönberger et Nicolas Hamel et Madame Alexandra Corre.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013129640/19.

(130157953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2013.